



Un pilier pour l'avenir :

l'éducation des filles et la planification familiale volontaire – les meilleurs investissements pour le développement et la sécurité au Sahel

Élargir l'accès à la planification familiale et l'accès à une éducation de qualité sont des interventions stratégiques mutuellement bénéfiques qui renforcent l'autodétermination des femmes et des filles. Plus éduquées et plus autonomisées, les femmes choisissent d'avoir moins d'enfants. Ces approches fondées sur les droits ralentissent la croissance démographique et contribuent à générer un « dividende démographique » qui peut mettre le Sahelⁱ en position d'atteindre les Objectifs de développement durable.

Des avancées dans les domaines de l'éducation et de la planification familiale entraîneront des avancées dans d'autres secteurs, améliorant la santé des communautés sahéniennes, leur apportant davantage de résilience, de ressources, de prospérité et, finalement, de stabilité et de sécurité.

Pour les pays donateurs et les organisations internationales, ceci constitue une réelle opportunité d'avoir un impact considérable sur la crise au Sahel et d'optimiser les résultats positifs dans la région et au-delà. Des investissements ciblés en faveur de la planification familiale et de l'éducation des filles dans la décennie à venir peuvent atténuer les besoins futurs en aide humanitaire et permettre d'inverser les flux migratoires, le terrorisme et les troubles civils qui ne cessent d'empirer.

ⁱ Dans ce dossier, nous nous penchons sur les pays du G5 Sahel : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. La majeure partie de l'analyse utilisée exclut le Soudan et l'Erythrée, dans le Sahel oriental, ainsi que le Sénégal et le Nigéria. Le territoire du Nigéria ne comporte qu'une mince bande de terre dans le Sahel et sa population est si importante que l'analyse serait faussée.

La Croissance démographique : une urgence

Il est crucial et urgent de prioriser le financement de la planification familiale et de l'éducation des filles au Sahel même actuellement, en pleine pandémie mondiale.

Le dispositif de réponse à la Covid-19 de la Banque africaine de développement a pour objectif de distribuer 10 milliards de dollars pour lutter contre la pandémie sur le continent. Ce financement est urgent. En Afrique de l'Ouest, si le taux d'incidence et les décès liés au Covid restent relativement bas¹, la pandémie a de sérieuses répercussions au Sahel, entraînant une hausse du nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté dans la région de près de 1,3 millions en 2020 selon les estimations. Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë est passé de 3,9 à 7,4 millions, et un million d'autres personnes sont à risque si la pandémie n'est pas jugulée.² Les retombées économiques menacent désormais d'effacer cinq années d'avancées en matière de développement³ et d'accélérer la migration hors du Sahel.

Il existe un autre facteur sous-jacent qui aggrave de façon considérable les défis actuels auxquels est confronté le Sahel – la pauvreté et l'insécurité alimentaire d'une part, mais aussi les troubles civils, le terrorisme, les déplacements de population et les bouleversements climatiques. Ce facteur est la forte croissance démographique.

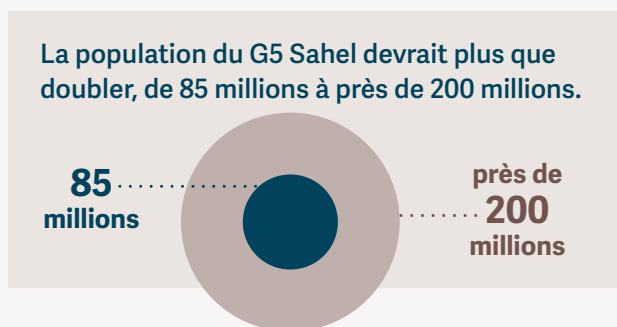
La croissance démographique au Sahel est l'une des plus élevées au monde. Elle menace d'exacerber les autres

problèmes auxquels fait face la région au point de les rendre insolubles. On estime que la population des pays du G5 Sahel fera plus que doubler – passant de 85 millions à près de 200 millions – d'ici 2050 (Figure 1).⁴ Il s'agit d'une estimation prudente basée sur une baisse de la fécondité dans ces pays supérieure à celle observée ces dernières décennies. On estime que le Nigéria dépassera les 400 millions d'habitants au milieu du siècle pour devenir le troisième pays le plus peuplé après la Chine et l'Inde.

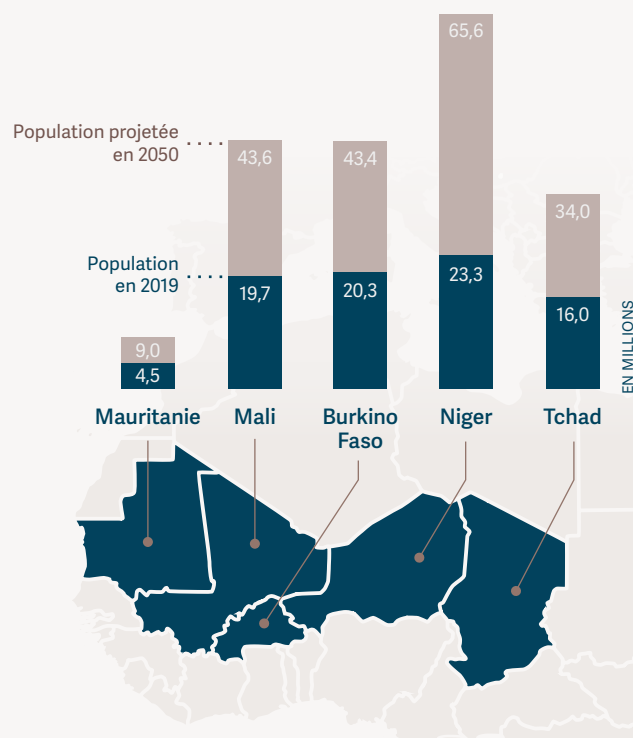
Si la croissance de la population du Sahel suit la courbe projetée, maintenir (sans même parler d'augmenter) le PIB actuel par tête, ainsi que les taux de scolarisation et l'accès aux soins nécessiterait une hausse annuelle du PIB de 11%. « Nous savons qu'une hausse annuelle de 11 % du PIB n'est pas possible », a déclaré Toby Lanzer, ancien assistant Secrétaire général et Coordinateur humanitaire régional pour le Sahel. « Si les pays sahéliens ne s'attaquent pas au défi démographique qui s'annonce, ils s'appauvriront, les communautés souffriront davantage, les taux de scolarisation baisseront. Le nombre de femmes ayant accès aux soins de santé diminuera et les Objectifs de Développement Durable ne seront pas atteints. » Si l'on échoue à ralentir la croissance de la population de la région, il pourrait en résulter, selon les termes de M. Lanzer, une « tempête aux proportions incalculables ».⁵

Pour éviter ce sort, tout repose sur les femmes sahéliennes, qui sont actuellement parmi les moins autonomisées au monde. Beaucoup ne sont pas consultées pour les choix les plus basiques comme aller à l'école, à quel âge et avec qui se marier, choisir une activité professionnelle hors du foyer ou l'accès aux soins de santé.

FIGURE 1 : PROJECTION DE LA POPULATION AU SAHEL EN 2050



Si la croissance démographique au Sahel suit la courbe projetée, maintenir le PIB actuel par tête nécessiterait une hausse annuelle du PIB de **11%**



SOURCE: UN World Population Prospects 2019

Avec 1,3 milliards de dollars, nous pourrions combler le déficit en matière de planification familiale et d'éducation dans tous les pays du G5 Sahel.

*Ceci représente un demi milliard de dollars de moins que ce qui a été promis en aide humanitaire pour trois pays seulement lors du Sommet du Sahel central des Nations-Unies en 2020.

Les femmes du Sahel connaissent des carences particulièrement extrêmes en matière de santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR). Au Niger, au Tchad et au Mali, l'âge moyen de mariage est de 16 ans environ, et près de 40 % d'entre elles donnent naissance avant l'âge de 18 ans. Au Sahel, les taux de natalité sont parmi les plus élevés au monde, avec en moyenne 5,7 enfants par femme (Tableau 1).⁶ D'après les enquêtes menées auprès de femmes sahéliennes, une sur quatre aimerait avoir moins d'enfants ou espacer les naissances mais ne dispose pas de moyen de contraception moderne.







Le niveau de scolarité va de pair avec un mariage et une maternité plus tardifs, des taux de fécondité moindres ainsi

que d'autres objectifs clés de SDRS. Pourtant, au Mali, au Tchad et au Niger, seules trois à six filles sur dix terminent l'école primaire. Le taux de graduation du secondaire est extrêmement bas dans la région : trois des cinq pays ont des taux inférieurs à 30 % (Tableau 1). En octobre 2020, 4 000 écoles du Burkina Faso, du Mali et du Niger avaient fermé leurs portes pour cause de terrorisme.

La situation démographique au Sahel – en particulier la croissance démographique rapide et le manque d'autodétermination des femmes – risque de nuire encore davantage au développement et à la sécurité de la région. Mais, pour contredire Auguste Comte, la démographie n'est pas le destin.⁷ Les tendances démographiques observées par le passé au Sahel ne détermineront pas automatiquement pas son avenir. La recherche a montré que ces courbes sont susceptibles d'être améliorées, ce qui aurait des effets considérables sur les résultats futurs.⁸ La situation des femmes et des filles sahéliennes peut aussi constituer un levier puissant pour améliorer la crise et construire un avenir beaucoup plus prometteur dans la région et au-delà.

Si elle n'est pas contrôlée, la crise au Sahel pourrait entraîner une cascade de conséquences géopolitiques susceptibles de coûter à la communauté internationale des milliards et des milliards de dollars en aide humanitaire et en réponse militaire.⁹ Il est urgent d'agir pour s'attaquer aux racines de cette crise.

TABLEAU 1 : INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES, DE SANTÉ ET D'ÉDUCATION

	Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Niger	Tchad	Afrique subsaharienne
 Femmes en âge de procréer (en milliers)	1 138	4 541	4 891	5 097	3 739	262 960
 Femmes utilisant une contraception moderne	5 %	10 %	16 %	14 %	6 %	25 %
 Taux de fertilité total	4,5	6,1	6,0	7,6	6,4	4,7
 Femmes avec des besoins non satisfaits en contraception	32 %	25 %	26 %	21 %	24 %	26 %
 Taux de graduation du primaire des filles	80 %	47 %	68 %	57 %	34 %	67 %
 Taux de réussite du premier niveau du secondaire des filles	45 %	27 %	44 %	16 %	10 %	42 %

SOURCE: DHS, FP2020, World Bank Indicators, et UN World Population Prospects 2019

Satisfaire les besoins non satisfaits

À la fin de 2020, des donateurs se sont engagés à verser 1,7 milliards de dollars pour soulager la crise humanitaire au Sahel central. Avec un montant annuel de 1,3 milliards de dollars, la communauté de donateurs peut couvrir les besoins non satisfaits restants en matière de planification familiale et d'éducation des filles dans l'ensemble du Sahel. Ceci contribuera à ralentir la croissance démographique et alléger le fardeau de l'action humanitaire pour les décennies à venir.

À eux seuls, 8 % (107 millions de dollars) de ces 1,3 milliards de dollars supplémentaires nécessaires suffiraient à répondre aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale dans la régionⁱ. Bien que la communauté internationale reconnaisse de plus en plus l'importance de la planification familiale, son financement est très loin de couvrir tous les besoins au Sahel.

En moyenne, 0,5 % seulement de l'aide totale versée à la région par les membres de l'Alliance Sahel était dédiée à la planification familiale.¹⁰ Si cette proportion passait à 2,7 %, les besoins restants seraient satisfaits. Les contributions annuelles totales à la planification familiale des membres de l'Alliance Sahel avoisinent les 37 millions de dollars (Tableau 2). Allouer une plus grande part de leur aide à la planification familiale serait un investissement rentable.

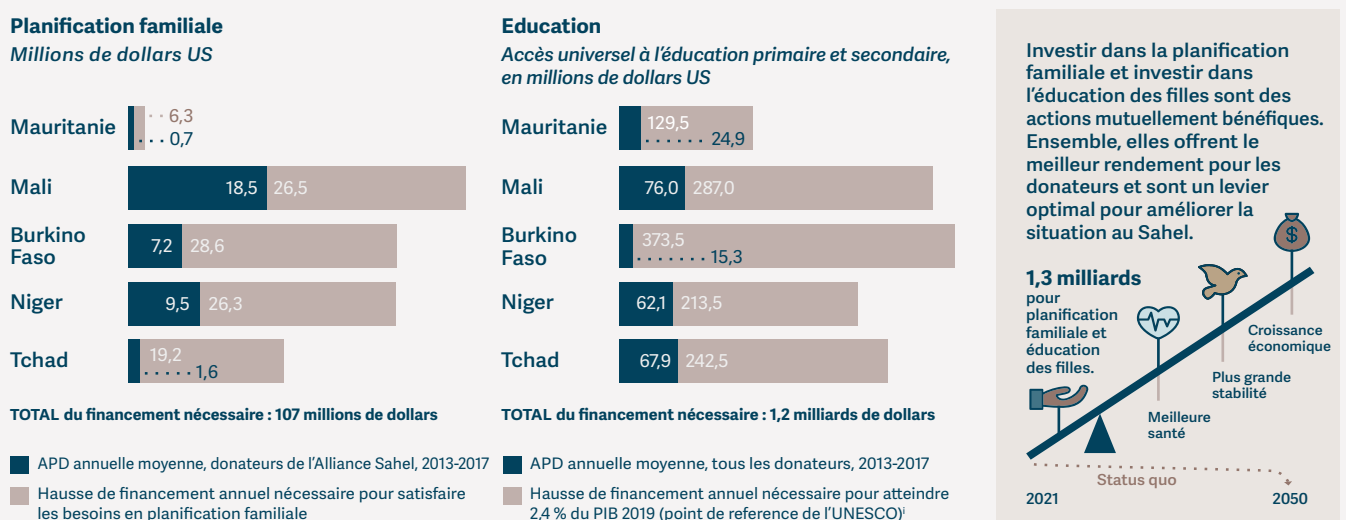
L'aide publique au développement (ADP) versée pour l'éducation au Sahel est considérable, avoisinant les 246 millions de dollars par an, mais ne représente pourtant

qu'un quart des besoins (Tableau 3 et Figure 2). L'analyse du montant versé pour l'éducation au Sahel révèle que seulement la moitié environ désigne l'égalité des sexes comme objectif important pour les projets concernés.¹¹ Le financement destiné à améliorer l'éducation devrait promouvoir l'égalité des sexes et être axé sur la durabilité – brisant ainsi le modèle qui veut qu'une meilleure éducation entraîne une plus grande consommation.¹² En 2019, le président français Emmanuel Macron a appelé les autres pays du G7 à doubler leur financement en faveur de l'éducation des filles au Sahel.¹³

Au regard des niveaux actuels de financement, notre analyse montre qu'il faudrait 1,2 milliards de dollars supplémentaires pour couvrir les besoins éducatifs au Sahel (Figure 2). C'est un ordre de grandeur supérieur à celui du financement supplémentaire nécessaire pour répondre aux besoins en planification familiale car le coût par personne pour l'éducation est bien supérieur à celui de la planification familiale. De plus, pour faire en sorte que toutes les filles puissent suivre et achever une éducation primaire et secondaire, des systèmes d'accès universel à l'éducation doivent être mis en place et financés – pas seulement pour les filles. Le financement de l'éducation est à la fois essentiel et rentable pour changer la situation dans la région.¹⁴

ⁱ Ces 107 millions de dollars viennent s'ajouter aux financements déjà existants envoyés vers la région pour la planification familiale. Les femmes avec des besoins non satisfaits sont celles qui sont fécondes et sexuellement actives mais qui n'utilisent aucune méthode contraceptive et déclarent qu'elles ne veulent pas d'autres enfants ou qu'elles veulent espacer les naissances.

FIGURE 2 : HAUSSE DE FINANCEMENT ANNUEL NÉCESSAIRE POUR CHANGER DE CAP AU SAHEL



ⁱ L'estimation du financement nécessaire de la part des donateurs est tirée d'une recommandation du Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous 2015 de l'UNESCO. Ce rapport estime que les pays en développement devront faire passer les dépenses totales liées à l'éducation à 6,3 % du PIB pour atteindre les taux d'éducation pour tous. Dans ces 6,3 %, l'UNESCO demande à chaque gouvernement d'augmenter sa propre contribution à 3,9 % du PIB et aux donateurs internationaux de fournir les 2,4 % restants. L'estimation du financement nécessaire pour la planification familiale se base sur le rapport Sully et al (2019).

SOURCE : Voir note méthodologique, <https://oasissahel.org/resources/methodological-note-a-fulcrum-for-the-future>

Vue d'ensemble du financement annuel

TABLEAU 2 : PLANIFICATION FAMILIALE

APD annuelle moyenne pour la planification familiale et contributions de base UNFPA en faveur du Sahel, Moyenne sur 2013–2017 pour les donateurs d'Alliance Sahel seulement, en milliers de dollars

Donateur	Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Niger	Tchad	Contributions de base UNFPA	Total
Banque africaine de développement	–	–	–	–	–	–	–
Allemagne	–	2	–	3,706	–	306	4,014
Banque mondiale (IDA)	–	32	2,826	791	–	–	3,649
Canada	–	1,727	150	–	204	157	2,239
Danemark	–	–	–	–	–	482	482
Espagne	31	–	–	–	–	3	34
Etats-Unis	–	12,976	1,118	6	–	235	14,335
France	430	1,896	2,193	3,180	810	9	8,518
Institutions de l'UE	–	–	–	26	–	–	26
Italie	–	–	4	–	–	22	26
Luxembourg	–	144	73	415	–	44	676
Norvège	–	–	–	–	–	732	732
Pays Bas	–	1,228	–	–	–	513	1,741
Royaume-Uni	–	–	–	–	–	356	356
Suède	–	–	–	–	–	847	847
Total	461	18,005	6,364	8,124	1,014	3,708	37,676

SOURCE : Analyse customisée des flux CRS de l'OCDE et des contributions de base imputées de l'UNFPA pour le Sahel. Voir note méthodologique pour méthodologie complète, <https://oasissahel.org/resources/methodological-note-a-fulcrum-for-the-future>. En dollars US constants 2018.

TABLEAU 3 : ÉDUCATION PRIMAIRE ET SECONDAIRE UNIVERSELLE AU SAHEL

APD annuelle moyenne pour l'éducation en faveur du Sahel, moyenne sur 2013–2017 pour tous les donateurs, en milliers de dollars

Donateur	Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Niger	Tchad	Total
Allemagne	1,382	3,824	3,080	1,736	295	10,317
Banque africaine de développement	190	12	611	3,705	–	4,519
Banque mondiale (IDA)	4,650	5,328	8,114	5,387	2,210	25,690
Canada	39	10,550	8,884	96	32	19,601
Danemark	–	3	1,117	–	–	1,120
Espagne	188	310	232	31	226	988
Etats-Unis	95	16,193	5,397	633	–	22,318
France	9,253	18,414	12,459	9,013	6,468	55,607
Institutions de l'UE	234	2,384	385	10,887	493	14,383
Italie	7	241	1,454	246	185	2,132
Luxembourg	–	3,486	6,916	10,282	–	20,685
Norvège	–	2,592	736	4,228	–	7,556
Pays Bas	–	729	2,097	–	–	2,827
Royaume-Uni	18	–	–	–	6	24
Suède	–	45	22	–	–	67
Autres donateurs	8,817	11,878	16,334	15,832	5,379	58,240
Total	24,874	75,989	67,839	62,077	15,295	246,074

SOURCE : OCDE CRS, décaissements bruts

Un plus grand financement de la part des bailleurs de fonds doit aller de pair avec un plus fort engagement et leadership de la part des pays bénéficiaires. Pour être durables et déterminants, les efforts en faveur du développement doivent être menés au niveau local. Pour faire un usage efficace des fonds, les législateurs nationaux et les leaders locaux au Sahel doivent avoir une connaissance plus approfondie du rôle significatif joué par la planification familiale et l'éducation des filles dans le développement et la stabilité de la région. Les gouvernements et les donateurs doivent s'assurer que la majeure partie du financement de l'éducation et de la SSR va à des services qui bénéficient directement aux filles et aux femmes.

Une Aide mais aussi un investissement à fort rendement

Le financement de la planification familiale et de l'éducation des filles au Sahel est plus qu'un simple coût, c'est un investissement à fort rendement dans l'avenir de la région.

Le projet Consensus de Copenhague a analysé le rapport coût/bénéfices des investissements dans tous les domaines des ODD. Il a établi qu'investir dans l'accès universel à la contraception présentait le deuxième plus grand retour sur investissement avec 120 dollars annuels de bénéfices sociaux, économiques et environnementaux pour chaque dollar dépensé (Figure 3).¹⁵ Par effet de levier, ceci signifie qu'investir les 107 millions de dollars US

recommandés pour la planification familiale pourrait représenter un retour sur investissement de plus de 12 milliards de dollars.

Seul un allègement des restrictions commerciales présente un plus grand retour sur investissement.¹⁶ La planification familiale est donc l'investissement le plus déterminant qu'un donateur puisse effectuer. Le Dr Babatunde Osotimehin, ancien directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) l'a qualifié de « plus importante intervention pour le développement humain dans le monde ».

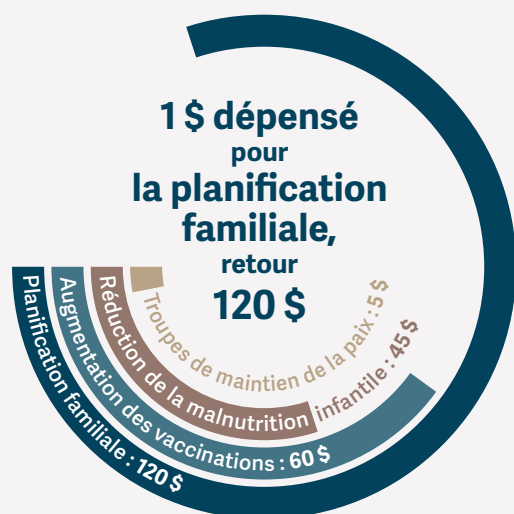
« Alors que nous œuvrons pour mettre fin à la pauvreté dans les pays en développement, nous sommes conscients que l'éducation des adolescentes et l'accès aux services de santé pour les femmes entraîneront une plus grande prospérité non seulement pour les familles mais aussi pour les économies tout entières », a déclaré le Président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim.

Mais l'inverse est également vrai : si les carences en éducation et en planification familiale des femmes et des filles se maintiennent, ces pays connaîtront une pauvreté extrême, une mortalité plus élevée et le fardeau sera trop lourd pour les communautés. Les carences exacerberont aussi les conflits et le terrorisme et entraîneront des taux de migration plus élevés, notamment vers l'Europe. La croissance démographique, la proportion importante de jeunes dans la pyramide des âges et les pénuries alimentaires ont un lien direct avec les conflits et les troubles sociaux.¹⁷

C'est la raison pour laquelle il est si primordial pour l'avenir du Sahel d'investir dans la planification familiale et l'éducation des filles. Ces deux éléments se renforcent mutuellement ; pris ensemble, ils présentent le meilleur rapport coût/rendement pour les donateurs et exercent un effet de levier optimal pour obtenir des résultats positifs dans la région.¹⁸ Ils sont conformes aux engagements de politique nationale pris par les pays du G5 Sahel.¹⁹ Il est temps d'en faire à nouveau les investissements prioritaires du développement. Reconnaître les liens entre population, développement et sécurité devraient permettre d'obtenir l'engagement de nouveaux partenaires pour les efforts en faveur de la santé et de l'éducation, notamment les ministères des Finances et de la Défense. Cependant, l'argument le plus important en faveur de l'investissement dans l'éducation des filles et la planification familiale reste le même : ce sont des droits humains fondamentaux et il relève de notre responsabilité de les faire respecter.

Le coût pour y parvenir est à notre portée : 1,3 milliards de dollars, dont 1,2 milliards pour l'éducation des filles et 107 millions pour la planification familiale (qui s'ajoutent aux 1,7 milliards de dollars déjà promis pour lutter contre la crise humanitaire au Sahel). Nous faisons appel aux donateurs pour qu'ils comblient ce déficit et ouvrent la voie à un avenir plus prometteur pour la région et au-delà.

FIGURE 3 : BÉNÉFICES PAR DOLLAR DÉPENSÉ POUR DIVERS OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT



SOURCE : Copenhagen Consensus Centre

Retour sur investissement de la planification familiale

L'accès à la contraception permet aux femmes d'éviter les grossesses non désirées, ce qui, globalement, ralentit la croissance démographique et permet aux pays d'atteindre plus facilement 15 des 17 Objectifs de Développement Durable.²⁰ Parmi les co-bénéfices de la planification durable, on trouve :



AMÉLIORATION DE LA SANTÉ

18 % des décès maternels et 14 % des décès de nouveau-nés au Sahel seraient évités, et la nutrition et la santé des femmes et des enfants serait en général meilleure, si tous les besoins en contraception étaient couverts.²¹



NIVEAU D'INSTRUCTION PLUS ÉLEVÉ

Chez les adolescentes, grossesse et maternité conduisent souvent à l'abandon des études, ce qui limite leur parcours scolaire et leur potentiel économique.²² La planification familiale inverse cette équation. La recherche a montré que les enfants de femmes qui ont recours à la planification familiale ont eux aussi des niveaux d'instruction plus élevés.²³



ÉCONOMIES DANS LES PROGRAMMES SOCIAUX

Un dollar dépensé pour répondre à un besoin de contraception entraîne une économie de 3 dollars sur les soins liés à la grossesse.²⁴ À plus long terme, la planification familiale entraîne aussi des économies dans les domaines de l'éducation, de la santé et des programmes de vaccination,

ce qui pourrait ajouter de 2 à 6 dollars d'économie pour chaque dollar dépensé pour la planification familiale.²⁵



CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'accès à la planification familiale va de pair avec une plus forte participation des femmes dans la vie active avec des revenus supérieurs,²⁶ et une croissance économique globale plus rapide.²⁷ Chaque dollar dépensé pour la planification familiale rapporte entre 60 et 100 dollars par an en croissance économique à long terme. Le ralentissement de la croissance démographique établit un « dividende démographique » en modifiant la pyramide d'âge de la région de sorte que les actifs sont plus nombreux que les personnes à charge, ce qui stimule encore davantage l'économie.



ADAPTATION AU CLIMAT

Le ralentissement de la croissance démographique fait diminuer l'utilisation globale des ressources, favorise la sécurité alimentaire et améliore les perspectives d'adaptation au changement climatique.²⁸

Retour sur investissement de l'éducation primaire et secondaire universelle

Tout comme la planification familiale, l'investissement direct dans l'éducation des femmes et des filles bénéficie grandement aux femmes, à leur famille et à leur communauté, et a des effets multiplicateurs dans les sphères économiques, de la santé et sociale, parmi lesquels :



REVENUS PLUS ÉLEVÉS SUR LA DURÉE DE VIE

En Afrique subsaharienne, les revenus d'une femme augmentent de 14,5 % pour chaque année d'études achevée.²⁹ Dans les pays à faibles revenus, les enfants (dont les filles) qui terminent leurs études secondaires peuvent s'attendre à des revenus près de cinq fois supérieurs à ceux de leurs parents au cours de leur vie.³⁰ Les enfants de mères plus éduquées ont également des revenus plus élevés que ceux de mères d'un niveau d'instruction inférieur.³¹

Les femmes qui terminent leurs études secondaires ont en moyenne 2,4 enfants de moins que celles qui n'ont pas été scolarisées et 1,7 enfants de moins que celles qui ont uniquement terminé l'école primaire.³⁴ Les enfants dont les mères ont reçu une éducation plus longue ont de fortes chances d'avoir une scolarité plus longue et plus régulière.³⁵



PLUS GRANDE RÉSILIENCE

Les femmes avec une meilleure éducation et davantage de compétences sont mieux équipées pour trouver du travail et identifier les ressources dans le sillage d'une crise ou d'une catastrophe.³²



HAUSSE DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA CROISSANCE

Une hausse de 1 % du nombre de filles qui achèvent leurs études secondaires entraîne une hausse de 0,3 % du produit national brut (PNB).³⁶ Un taux de graduation des études secondaires des filles de 100 % en 2030 rapporterait en moyenne 10 % de croissance supplémentaire du PNB, et des rendements économiques cumulatifs encore plus importants par la suite.³⁷



FAMILLES EN MEILLEURE SANTÉ

Une scolarité plus longue diminue les chances de mariage et de grossesse précoces et réduit la mortalité maternelle et infantile d'une proportion pouvant aller jusqu'à 49 %.³³



DAVANTAGE DE PAIX ET DE STABILITÉ

Conjuguée à la planification familiale, l'éducation des filles peut contribuer à modifier la pyramide d'âge de la région. On associe un âge moyen plus élevé à davantage de paix et de stabilité.³⁸

RÉFÉRENCES

- Security Council Report. (2021, January 8). West Africa and the Sahel; Briefing and Consultations via VTC. Security Council Report. Disponible à l'adresse : <https://www.securitycouncilreport.org/whatsinblue/2021/01/west-africa-and-the-sahel-briefing-and-consultations-via-rtc.php>
- Yayboke, E. and Aboneaj R. (2020, October 21). Peril in the desert : Irregular migration through the Sahel. *Center for Strategic and International Studies*. Disponible à l'adresse : <https://www.csis.org/analysis/peril-desert-irregular-migration-through-sahel>
- Diagana, O. (16 décembre 2020). Pour éliminer l'extrême pauvreté en Afrique, la Banque mondiale doit donner la priorité au Sahel. *Le Monde*. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/16/pour-eliminer-la-pauvrete-extreme-en-afrique-la-banque-mondiale-doit-donner-la-priorite-au-sahel_6063569_3212.html/
- United Nations Population Division. (2020). Probabilistic population projections based on the World Population Prospects 2019: Probabilistic projection of total population. United Nations Population Division. Disponible à l'adresse : <https://population.un.org/wpp/Download/Probabilistic/Population/>. Scénario médian utilisé.
- Lanzer T. (Coordinateur humanitaire régional pour le Sahel) sur la crise dans le bassin du lac Tchad. Conférence de presse. 28 juin 2016. Disponible à l'adresse : <http://webtv.un.org/watch/toby-lanzer-regional-humanitarian-coordinator-for-the-sahel-on-the-crisis-in-the-lake-chad-basin-press-conference/5003388441001/?term=&lan=english>
- UNFPA. (2020). Tableau de bord de la population mondiale. *United Nations Population Fund (UNFPA)*. Disponible à l'adresse : <https://www.unfpa.org/data/world-population-dashboard>. Le taux de fécondité indiqué est la moyenne pondérée dans les cinq pays du Sahel.
- Malcolm P. and Graves, A. (2013). Big issues deserve bold responses: Population and climate change in the Sahel. *African Journal of Reproductive Health*, 17(3): 9-14
- May, J.F.(2012). World Population Policies: Their Origin, Evolution, and Impact. Springer. 10.1007/978-94-007-2837-0
- Barret, D. & Kéré, A. *Analyse de l'aide accordée aux pays du Sahel* [en français] (FERDI, 2018).; United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). Central Sahel Revised Needs and Requirement Overview. Ministerial Roundtable on the Central Sahel (Burkina Faso, Mali, and Niger). 20 October 2020
- OCDE. (2020). Creditor Reporting System. Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). Disponible à l'adresse : stats.oecd.org. Les chiffres représentent la moyenne des montants totaux d'APD pour 2013-2017 ainsi que les financements de la planification familiale déterminés grâce à une méthodologie personnalisée (voir note méthodologique).
- OCDE (2020). Les chiffres représentent les décaissements bruts à prix constants en dollars US 2018. Les sous-secteurs de l'éducation incluaient l'éducation de niveau général, le niveau primaire et le niveau secondaire. La parité des genres est mesurée grâce au marqueur de parité des genres (quand il est égal à 1 ou 2).
- Kwauk, C. and Casey, O. (2021, January 6). A new green learning agenda: Approaches to quality education for climate action. Brookings Institute. Disponible à l'adresse : <https://www.brookings.edu/research/a-new-green-learning-agenda-approaches-to-quality-education-for-climate-action/>
- Bryant, L. (2019, July 5). France calls on G-7 to double girls' education funding in Africa's Sahel. VOA News. Disponible à l'adresse : <https://www.voanews.com/europe/france-calls-g-7-double-girls-education-funding-africas-sahel>
- Bruce, J. and Bongaarts, J. (2009). The new population challenge. Chapitre de Laurie Mazur (ed.), *A Pivotal Moment: Population, Justice, and the Environmental Challenge*. Washington, DC: Island Press. Disponible à l'adresse : https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2009PGY_NewPopChallenge.pdf
- Kohler, H., and Behrman, J. (2014). Benefits and costs of the population and demography targets for the post-2015 development agenda. *Copenhagen Consensus Center*. Disponible à l'adresse : https://www.copenhagenconsensus.com/sites/default/files/population_assessment_-_kohler_behrman.pdf
- Copenhagen Consensus Center. (2015). Post-2015 Consensus. *Copenhagen Consensus Center*. Disponible à l'adresse : <http://www.copenhagenconsensus.com/post-2015-consensus>
- Graves, A. (2020). Investing in Girls and Women Could Set Stage for Peace, Development in Sahel. New Security Beat. Wilson Center. Disponible à l'adresse : <https://www.newsecuritybeat.org/2020/04/investing-girls-women-set-stage-peace-development-sahel/>
- Kohler and Behrman (2014)
- Teutsong, S. (2020). Analysis of Population Policies in the Sahel. OASIS. <https://oasissahel.org/resources/analysis-of-population-policies-in-the-sahel>
- Starbird, E., Norton, M., Marcus, R. (2016). Investing in Family Planning: Key to Achieving the Sustainable Development Goals. *Global Health: Science and Practice* 4(2):191-210
- Sully, E., Biddlecom, A., Darroch, J., Riley, T., Ashford, L., Lince-Deroche, N., Firestein, L., and Murro, R. (2020). Adding it up: Investing in sexual and reproductive health 2019. Guttmacher Institute. Disponible à l'adresse : <https://www.guttmacher.org/report/adding-it-up-investing-in-sexual-reproductive-health-2019>. Calculs basés sur le Tableau supplémentaire A11, en utilisant le regroupement "African Renewal Sahel target countries", qui inclut les 5 pays traités dans ce dossier plus le Nigéria, le Sénégal, le Cameroun, la Gambie et la Guinée.
- Psaki, S. (2015, March 27). Does getting pregnant cause girls to drop out of school?. Devex Global Views Blog. Disponible à l'adresse : www.devex.com/news/does-getting-pregnant-cause-girls-to-drop-out-of-school-85810; Organisation mondiale de la Santé. (2020). Adolescent Pregnancy Fact Sheet. *Organisation mondiale de la Santé*. Disponible à l'adresse : <https://www.who.int/en/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-pregnancy>
- Gribble, J. and Voss, M. (2009). Family planning and economic well-being: New evidence from Bangladesh. *Population Reference Bureau*. Disponible à l'adresse : <https://www.prb.org/bangladeshfamilyplanning/>
- Sully et al (2020). L'estimation des économies est globale et non spécifique au Sahel.
- UN Population Division (2009). What would it take to accelerate fertility decline in the least developed countries? *UN Population Division Policy Brief* No. 2009/1. Disponible à l'adresse : <http://www.upc.apgdm.org/en/content/what-would-it-take-accelerate-fertility-decline-least-developed-countries;> Kohler and Behrman (2014). L'estimation des économies est globale (et non spécifique au Sahel).
- Kohler and Behrman (2014)
- Ibid.; <https://www.prb.org/resilience/>
- O'Neill, B., Dalton, M., Fuchs, R., Jiang, L., Pachauri, S., and Zígova, K.(2010). Global demographic trends and future carbon emissions. Actes de la *National Academy of Sciences* Oct 2010, 107 (41) 17521-1752 DOI: 10.1073/pnas.1004581107
- Montenegro, C., and Patrinos, H. (2014) Comparable estimates of returns to schooling around the world. *World Bank Group – Education Global Practice Group*, Policy Research Working Paper 7020. Disponible à l'adresse : <http://documents1.worldbank.org/curated/en/830831468147839247/pdf/WPS7020.pdf>
- International Commission on Financing Global Education Opportunity. (2012). The learning generation: Investing in education for a changing world. *International Commission on Financing Global Education Opportunity*. Disponible à l'adresse : <https://report.educationcommission.org/report/>
- Montenegro and Patrinos (2014)
- Kwauk, C. and Braga, A.(2017, September 27). 3 ways to link girls' education actors to climate action. *Brookings Institute*. Disponible à l'adresse : <https://www.brookings.edu/blog/education-plus-development/2017/09/27/3-ways-to-link-girls-education-actors-to-climate-action/>
- Pour les femmes ayant achevé l'école primaire, le taux de mortalité infantile baisse de 15 %; pour celles ayant achevé le secondaire, le taux baisse de 49 %. Malala Fund and Brookings Center for Universal Education. (2015). Factsheet 1: The world's best investment: Girls' education. *Malala Fund and Brookings Center for Universal Education*. Disponible à l'adresse <https://www.malala.org/brookings-report/the-worlds-best-investment-girls-education>
- Basé sur les calculs fait par OASIS en utilisant les données EDS les plus récentes.
- En moyenne, chaque année supplémentaire de scolarité d'une mère entraîne quatre mois de scolarité supplémentaires pour ses enfants entre les âges de 15 et 18 ans. Malala Fund and Brookings Center for Universal Education (2015)
- Dollar, D. and Gatti, R. (1999). Gender equality, income and growth: Are good times good for women? *World Bank Group – World Bank Policy Research Report on Gender and Development*. Working Paper Series No. 1
- Quin, Y., Curmi, L., Gauer, M., and Gallinetti, J. (2020). The Case for Holistic Investment in Girls: Improving Lives, Realizing Potential, Benefiting Everyone. Citi GPS, Plan International. <https://ir.citi.com/11C5yCxLdum4bYU1BpFC79d-MT0GjGGFL7Dh1Zvt72YDIT4sT29hPBSCP3jggXWihMSTIz3gSlc%3D>
- Cincotta, R. (2017). "The Age-structural Theory of State Behavior," In W. Thompson (Ed.), *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Oxford: Oxford Univ. Press